

Dépêches AFP des 10 et 11 janvier

Par Rébecca FRASQUET AFP - Jeudi 10 janvier, 18h35

PARIS (AFP) - Des organisateurs de festivals de cinéma, des associations et d'autres professionnels de la diffusion des films sur le territoire rendront publiques, vendredi lors d'un débat à Paris, leurs craintes d'un "désengagement de l'Etat" en matière d'action culturelle cinématographique.

Vendredi matin au cinéma Saint-André des Arts, au coeur du Quartier latin, se rassembleront certains des quelque 200 "acteurs de la diffusion culturelle et de l'éducation artistique" signataires d'un appel à la mobilisation lancé le 7 décembre, pour dénoncer "une très forte baisse du soutien de l'Etat, qui menace la diffusion culturelle du cinéma et de l'audiovisuel".

"Nous craignons des baisses de crédits de l'ordre de 20% qui mettraient en péril le déroulement d'un grand nombre de manifestations et d'animations réalisées dans les salles par un important maillage associatif", explique à l'AFP Antoine Leclerc, délégué général de l'association Carrefour des festivals, qui fédère une cinquantaine de manifestations.

"Nous redoutons l'abandon, sans concertation préalable et dans la plus grande improvisation, de subventions versées par exemple à des petites structures en zone rurale, qui pourraient tout simplement fermer", dit-il.

Ces craintes portent sur le sort de 5 millions d'euros de subventions de l'Etat versées chaque année par les DRAC (directions régionales des affaires culturelles) aux associations chargées de l'action culturelle cinématographique, de l'éducation à l'image et de l'organisation de festivals.

Au ministère de la Culture, on assure ces jours-ci que les DRAC continueront à subventionner ces associations grâce à la "nouvelle enveloppe budgétaire" de 34,8 M EUR débloquée en décembre.

Cette rallonge a été décidée après l'inquiétude soulevée cet hiver dans les milieux du spectacle vivant par un budget 2008 jugé insuffisant.

"Tout a été fait pour que les budgets soient rétablis, c'est maintenant aux DRAC de gérer leur enveloppe au cas par cas et de communiquer avec leurs interlocuteurs: les associations", a indiqué le ministère à l'AFP jeudi.

"Il n'y a aucune volonté de réduire ces financements et surtout pas dans le domaine de l'éducation à l'image" où les actions devraient "être renforcées, comme le préconise le rapport Gross" sur l'éducation artistique et culturelle.

Seul changement: une vingtaine de festivals à la notoriété importante tels que le Festival du film d'animation d'Annecy, celui de courts-métrages de Clermont-Ferrand ou Premiers plans d'Angers, ne seront plus subventionnés par les DRAC mais par le Centre national de la cinématographie (CNC).

On en revient ainsi à la situation qui prévalait avant la décentralisation mise en place au début des années 2000.

Chaque festival sera contacté par le CNC dans le courant du premier trimestre, "la liste est en train d'être constituée", dit-on au ministère.

Dans la foulée, des discussions sur le développement des actions d'éducation à l'image sont prévues entre le ministère et les associations "dans les semaines à venir", indique la même source.

Toutefois l'inquiétude restait vive jeudi, plusieurs sources officielles ayant indiqué à leurs interlocuteurs qu'il "manquerait toujours autour de 800.000 euros au niveau national", selon des témoignages recueillis l'AFP.

"Nous n'avons eu aucune assurance quant au maintien des subventions versées à toutes nos activités en amont ou en aval du festival dans le cadre de l'éducation à l'image", indique Georges Bollon, l'un des délégués généraux du Festival de Clermont-Ferrand.

Appel à une grève des cinémas indépendants le soir des César

PARIS, 11 jan 2008 (AFP) - 11/01/2008 15h33 - Un appel à la fermeture des cinémas indépendants le 22 février au soir, pendant la cérémonie des César 2008, a été lancé vendredi par des professionnels et des associations pour protester contre un "désengagement de l'Etat", selon eux, en matière d'action culturelle cinématographique.

Cet appel a été lancé à l'issue d'une assemblée générale à Paris réunissant trois cents personnes, producteurs, réalisateurs, acteurs, enseignants, responsables de festivals, de ciné-clubs et d'associations d'éducation artistique.

Regroupant une cinquantaine de salles, l'Association des cinémas de proximité en Aquitaine est à l'initiative de cette "grève des cinémas" : les cinémas qui souhaitent se joindre au mouvement sont invités à rester fermés le 22 février au soir ou à organiser des débats sur l'action culturelle.

Les participants de l'assemblée générale parisienne ont acté également la création d'un collectif national.

Président d'un pôle d'éducation populaire cinéma-théâtre, l'acteur Robin Renucci a dénoncé "l'érosion des budgets".

Selon Antoine Leclerc, délégué général de l'association Carrefour des festivals qui fédère une cinquantaine de manifestations, "des baisses de crédits de l'ordre de 20 % mettraient en péril le déroulement d'un grand nombre de manifestations et d'animations réalisées dans les salles par un important maillage associatif".

Le cinéaste Eric Guirado ("Le fils de l'épicier") s'est dit "blessé et insulté" contre "des coups portés notamment aux festivals de cinéma et salles indépendantes, caisses de résonance de nos films".

Olivier Meneux, responsable de l'Association Cinéma et Audiovisuel en Picardie (ACAP), et porte-parole du collectif, a annoncé l'organisation "d'états généraux de l'action culturelle cinématographique".

Les craintes portent sur le sort de 5 millions d'euros de subventions de l'Etat versées chaque année par les DRAC (directions régionales des affaires culturelles) aux associations chargées de l'action culturelle cinématographique, de l'éducation à l'image et de l'organisation de festivals.

Au ministère de la Culture, on assure que les DRAC continueront à subventionner ces associations grâce à la "nouvelle enveloppe budgétaire" de 34,8 M EUR débloquée en décembre.